

Le marché de l'aluminium en Afrique

Florence Hachez-Leroy

Citer ce document / Cite this document :

Hachez-Leroy Florence. Le marché de l'aluminium en Afrique. In: Outre-mers, tome 89, n°334-335, 1er semestre 2002. L'électrification outre-mer de la fin du XIXe siècle aux premières décolonisations. pp. 147-161;

doi : 10.3406/outre.2002.3930

http://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2002_num_89_334_3930

Document généré le 14/04/2016

Le marché de l'aluminium en Afrique

Par Florence HACHEZ-LEROY

Présenté pour la première fois à un large public, en 1855, à l'Exposition universelle de Paris, l'aluminium resta, jusqu'en 1886, réservé à une certaine classe aisée de la société française. Les relativement faibles quantités produites, mais surtout son prix, qui le plaçait dans la catégorie des métaux semi-précieux, expliquait cette situation.

La mise au point d'un procédé, en 1886, par Paul Héroult en France et Charles Martin Hall aux États-Unis, permit à la fois de diminuer le prix de revient et d'augmenter considérablement la production. On peut dire qu'en 1918, tous les Français, civils comme militaires, avaient désormais utilisé un objet comportant de l'aluminium.

Un marché avait été inventé, des applications imaginées et une industrie de la transformation créée.

En France, la compagnie Alais Froges et Camargue (Pechiney) s'affirmait, à partir de 1921, comme le maître incontesté dans ce domaine. Elle jouissait d'un monopole de vente, en France et dans ses colonies, reconnu par ses concurrents et habilement préservé au sein des cartels internationaux successifs. Elle avait contribué à organiser ce marché, en 1911, par la création d'un comptoir de vente et de développement : L'Aluminium français.

Les industriels français, comme étrangers, se sont intéressés très tôt à l'Afrique dans leur recherche permanente de matières premières. À l'écoute des témoins de cette industrie en France, il semble que l'Afrique ne soit devenue un marché potentiellement intéressant que dans les années 1960, après la création d'Alucam. Nous tâcherons, dans cette étude, de voir quand et comment s'est développé le marché de l'aluminium en Afrique, et dans quelle mesure la présence d'un site d'électrolyse, à proximité d'une source d'énergie, fut un déclencheur ou un accélérateur.

ÉVOLUTION GLOBALE DE LA CONSOMMATION D'ALUMINIUM EN AFRIQUE

Les sources

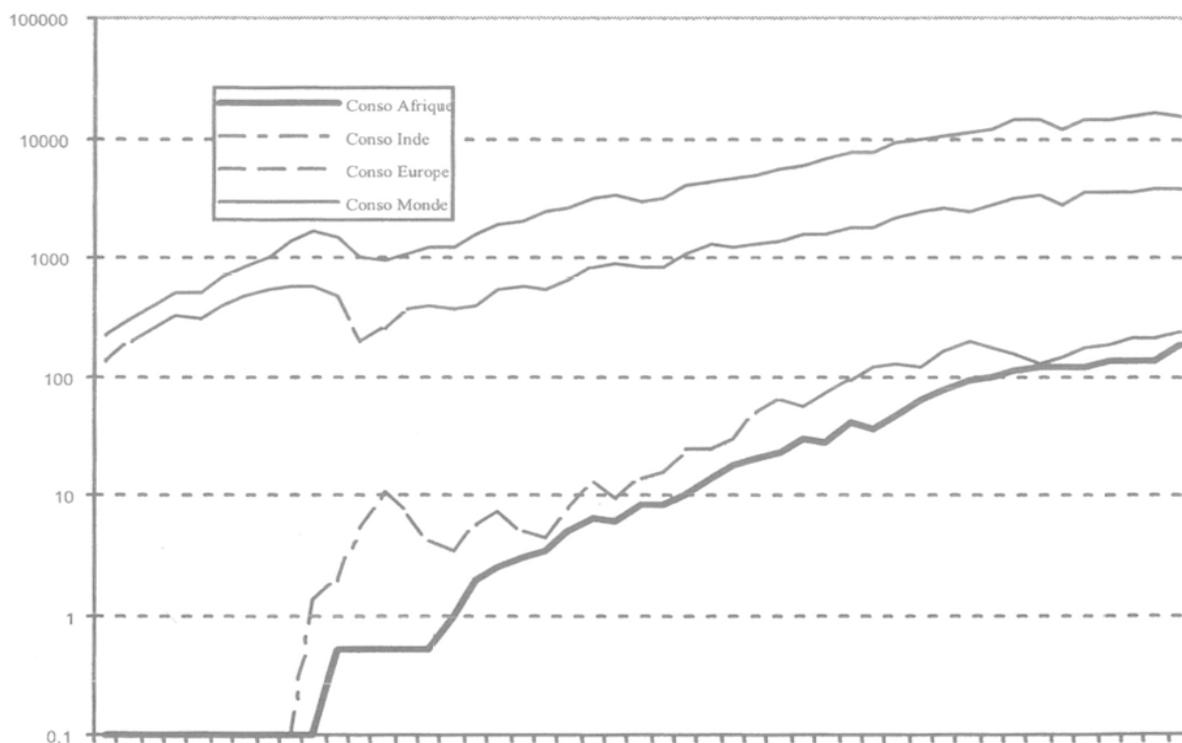
L'étude statistique de la consommation d'aluminium en Afrique, à partir de son origine, se heurte à d'importants problèmes de sources. Les annuaires

RHOM, T. 89, N° 334-335 (2002)

de la Metallgesellschaft, outil de référence dans l'industrie des non-ferreux, ne prennent en compte la zone africaine qu'à partir de 1934, et de façon très générale. Les premiers chiffres donnés pour la période 1934-1943¹ concernent le continent africain dans sa globalité ; 100 tonnes furent consommées en moyenne par an, pendant ces années-là. En comparaison, en 1934, la France en consommait 18 000 tonnes et les États-Unis 74 000 tonnes. De 1944 à 1948, la consommation moyenne annuelle de l'Afrique passa à 500 tonnes, puis 1 000 tonnes en 1949, 2 000 en 1950 et 3 000 en 1952.

Que dire de l'évolution globale de la consommation d'aluminium en Afrique ? Il nous a paru intéressant de confronter ces chiffres avec ceux de l'Inde, dont l'évolution politique et économique présente quelques similitudes. En 1953, les résultats sont assez proches : 3 500 tonnes consommées en Afrique contre 4 400 tonnes en Inde. La comparaison s'arrête dès 1962 : l'Inde a déjà plus que doublé sa consommation d'aluminium par rapport à l'Afrique (49 000 t. contre 19 900 t.), et dépasse les 100 000 t. en 1967 alors que l'Afrique n'en consomme que 35 100 t.

*Courbe de la consommation d'aluminium comparée :
Afrique, Inde, Europe, Monde, 1934/1980. Échelle logarithmique.*



1. Sources : *Statistische Zusammenstellungen*, Metallgesellschaft Aktiengesellschaft, Frankfurt am Main, (Annuaire de la Metallgesellschaft), consultés à partir de 1939.

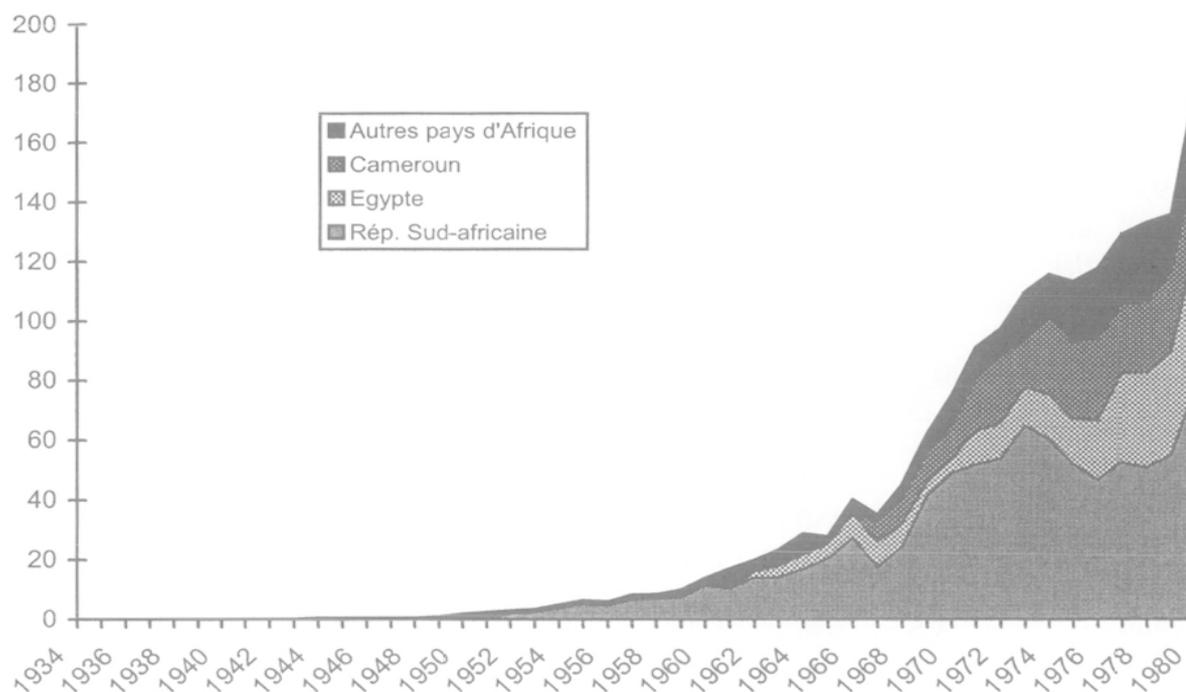
*Tableau de la consommation d'aluminium
(Afrique, Inde, Europe, Monde) 1934/1980*

	Afrique	Inde	Europe	Monde		Afrique	Inde	Europe	Monde
1934	0,1		135,8	227,5	1958	8,4	15,6	850,7	3 160
1935	0,1		194,1	305,3	1959	9,9	23,8	1034,2	4 029
1936	0,1		242,9	399,3	1960	14	24,9	1278,6	4 160
1937	0,1		312,7	501,7	1961	17,1	30	1180,4	4 496
1938	0,1		298,2	505,4	1962	19,9	49	1260,3	4 970
1939	0,1		388	677,4	1963	23,3	62	1361,1	5 443
1940	0,1	0,1	481,4	823	1964	28,9	56,6	1535,5	6 009
1941	0,1	0,1	526,5	985	1965	27,9	71	1 567,6	6 605
1942	0,1	0,1	575,6	1 366	1966	40,3	93	1 813,4	7 535
1943	0,1	1,3	569,1	1 682	1967	35,1	118,5	1 794,4	7 759
1944	0,5	2	473,8	1 468	1968	45,2	128	2 070,3	8 844
1945	0,5	5,4	191,7	995	1969	62,2	114,7	2 406	9 633
1946	0,5	10,8	250,6	935	1970	75,1	162	2 606,3	9 855
1947	0,5	6,7	347,3	1 059	1971	91,3	193	2 492,8	10 472
1948	0,5	4,2	365,2	1 223	1972	97,6	172,9	2 791,8	11 847
1949	1	3,5	366,8	1 195	1973	110,1	148,5	3 208,2	13 767
1950	2	5,6	399,4	1 564	1974	115,9	124,6	3 389,7	14 058
1951	2,5	7,1	320,1	1 829	1975	113,6	145	2 806	11 459
1952	3	5,1	571,1	1 957	1976	117,9	170	3 466	14 101
1953	3,5	4,4	520,6	2 390	1977	129,4	187,6	3 494,5	14 520
1954	5	7,9	651,5	2 543	1978	133,3	205,4	3 553,1	15 336
1955	6,5	13	813	3 102	1979	136,1	211,9	3 833,4	16 003
1956	6,1	9,6	854,2	3 226	1980	179,1	233,8	3 852,7	15 321
1957	8,3	13,8	819,3	2 982					

On peut distinguer deux phases dans l'évolution de la consommation globale d'aluminium en Afrique : au début des années 1960, lorsque le cap de 10 000 tonnes est franchi, et en 1973, lorsque le seuil des 100 000 tonnes est dépassé. La courbe montre une ascension régulière, avec trois reculs de faible amplitude, en 1965, 1967 et 1975. La diminution de la consommation constatée reste faible, entre 1 000 et 5 200 tonnes et circonscrite sur une année. Si l'on compare avec l'Inde, on constate beaucoup plus d'à-coups, avec une évolution en dents-de-scie. En particulier, on remarque trois années de recul entre 1972 et 1974. Le niveau de consommation de 1971 ne sera de nouveau dépassé que sept années plus tard.

La consommation d'aluminium en Afrique, si elle existe depuis l'entre-deux-guerres, s'accélère au début des années 1960, pour atteindre un niveau élevé à partir des années 1970. En 1950, l'Afrique représente 0,1 % de la consommation mondiale, en 1960, 0,3 %, en 1970, 0,8 % et en 1980, 1,2 %.

Répartition par pays de la consommation d'aluminium en Afrique, 1934/1980 (en milliers de tonnes)



La première usine d'électrolyse fut implantée par le Français Pechiney en 1957. Jusqu'à cette date, l'aluminium était donc importé sur le continent africain.

Trois pays vont progressivement apparaître comme de gros consommateurs : l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Cameroun.

Les principaux marchés africains

L'Afrique du Sud, premier consommateur d'aluminium

En 1952, une donnée statistique supplémentaire est apportée : sur les 3 000 tonnes consommées en Afrique cette année-là, la République sud-africaine en utilise 2 200. Jusqu'à la fin des années 1960, il semble que ce pays soit le plus gros consommateur d'Afrique. La consommation y progresse à un taux annuel de 18 % entre 1950 et 1964. La présence des gros producteurs mondiaux y est sans aucun doute déterminante. Une câblerie y est mentionnée en 1935, fondée par des câbliers britanniques. Des fonderies d'aluminium y sont connues avant la Seconde Guerre mondiale, notamment pour la production de batteries de cuisine (Hart and Co, à Durban). Leur consommation est modeste puisque l'on estime qu'en 1937, 59 tonnes d'aluminium brut ont été importées. Dès 1949, le Canadien Alcan installe la plus impor-

tante usine de transformation du pays, nous y reviendrons. En 1955, un deuxième transformateur, African Aluminium Co, apparaît et exploite une usine de fabrication de câbles en aluminium ; sept ans plus tard, une troisième société est créée, en 1962, la Republic Aluminium Company, filiale du groupe américain Kaiser, rachetée ensuite par le Canadien Alcan, en 1969. Aux côtés de ces trois gros transformateurs, il existe de nombreuses petites entreprises de fabrication de pâtes et poudre, fils et bandes, câbles et profilés filés, qui s'implantent dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, essentiellement avec des capitaux britanniques ².

Le marché égyptien

En 1962, soit 10 ans après l'Afrique du Sud, la consommation de l'Égypte est mentionnée dans les annuaires statistiques : 2 100 tonnes cette année-là, 5 000 tonnes en 1965, 8 500 en 1967. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il existe trois sociétés pratiquant, entre autres métaux, la première transformation de l'aluminium : Sheffield Smelting Co. (Royaume-Uni), Tréfileries et laminoirs d'Égypte (France) et The Egyptian Copper Works (Égypte). Ces demi-produits sont ensuite parachevés par des entreprises essentiellement de fabrication d'articles de ménage.

L'État, au travers des plans quinquennaux, joue un rôle prépondérant dans le développement de l'industrie de la transformation : pour celui de 1960/65, un appel d'offre est ainsi lancé pour la fourniture et l'installation de deux usines de fabrication de tubes souples imprimés en aluminium ou en étain ³. En 1962, une usine de fabrication de câbles en aluminium est inaugurée. Le plan quinquennal égyptien 1965/70, lié à l'achèvement du barrage d'Assouan, prévoit d'ailleurs, outre la construction d'une usine d'électrolyse de 40 000 t/an, l'augmentation des capacités de production de « l'usine 63 » (tôles, ébauches de feuilles minces et câbles), de l'usine « 64 » (pièces moulées et forgées) et de l'usine de l'Egyptian Copper Works (ustensiles de cuisines, tôles, disques et feuilles minces).

Le Cameroun

1957 fut l'année où fut coulé le premier lingot d'aluminium, mais elle ne marque pas le démarrage de la consommation significative du marché camerounais.

Ce n'est qu'en 1967, soit dix ans après la mise en route de l'usine d'électrolyse, que la consommation du Cameroun est enfin prise en compte avec 6 600 t.

2. *Revue de l'aluminium (RA)*, n° 476, 1978, p 380 et suiv.

3. *RA* n° 316, janv. 1964.

*Évolution de la consommation d'aluminium au Cameroun 1967-1980,
en milliers de tonnes.*

1967	6,6	1974	26,6
1968	8,4	1975	26,2
1969	10	1976	27,6
1970	11,2	1977	23,2
1971	17,5	1978	23,8
1972	22,2	1979	26,9
1973	16,7	1980	29,5

Sources : annuaires de la Metallgesellschaft

En 1965, au cours des cérémonies commémorant le 10^e anniversaire de la création de l'usine d'Alucam, Jean Matter, président du Conseil d'administration d'Alucam, avait annoncé l'installation prochaine d'une usine de laminage. Cette décision marquait une étape importante pour le marché de l'aluminium dans cette zone. Si Pechiney prit cette décision, c'est parce que la consommation de tôles ondulées et de bacs de toiture était devenue suffisante pour un tel investissement. En outre, l'usine devait pouvoir fournir Ivoirial, en Côte-d'Ivoire, que Pechiney venait d'acquérir. Cette intervention directe du producteur français dans la transformation allait être à l'origine du rapide développement de la consommation au Cameroun.

Qui exporte vers l'Afrique ?

En étudiant les statistiques par pays, lorsqu'elles existent, on constate que depuis la Seconde Guerre mondiale, il existe trois grands exportateurs de métal léger vers l'Afrique : le Canada, la France et la Norvège. Le Canada est le premier pays exportateur d'aluminium vers l'Union sud-africaine, à partir de 1946. Dans les années 1950, la Norvège lui fait concurrence, puis dans une moindre mesure, les États-Unis, à partir des années 1960.

Exportations canadiennes d'aluminium vers l'Union sud-africaine

	en tonnes		en tonnes
1946	121	1959	4 500
1947	358	1960	7 959
1948	425	1961	11 637
1949	331	1962	13 754
1950	1 096	1963	12 652
1951	945	1964	16 496
1952	1 010	1965	18 940
1953	1 936	1966	27 137
1954	2 534	1967	16 840
1955	618	1968	17 125
1956	1 895	1969	35 876
1957	2 926	1970	40 611
1958	3 170		

La lecture de ce tableau permet de constater deux phases d'accélération dans les exportations canadiennes : au début des années 1960, quand le cap des 10 000 t. est franchi, puis 1970, quand ce volume dépasse 40 000 t. Or, en 1960, la consommation totale de l'Afrique s'élève à 14 000 t., tandis qu'en 1970, elle est passée à 75 100 t. Le Canada est donc le premier exportateur d'aluminium vers l'Afrique, avec 56,9 % des exportations totales en 1960 et 54,1 % en 1970. Deux autres pays fournissent du métal à l'Union sud-africaine : la Norvège, entre 1951 et 1960 puis de 1967 à 1973, et les États-Unis à partir de 1960. L'observation de la courbe permet de mettre en évidence le caractère très irrégulier des livraisons de métal et l'augmentation des importations à partir 1960.

Les producteurs norvégiens figurent au rang des principaux fournisseurs de l'Afrique du Sud, mais ils ont également des relations commerciales régulières avec la Tanzanie et le Nigeria. Plus irrégulières, on peut observer des ventes vers l'Égypte et le Kenya. Enfin, des opérations ponctuelles sont notées en Algérie, après son indépendance, et au Congo-Kinshasa.

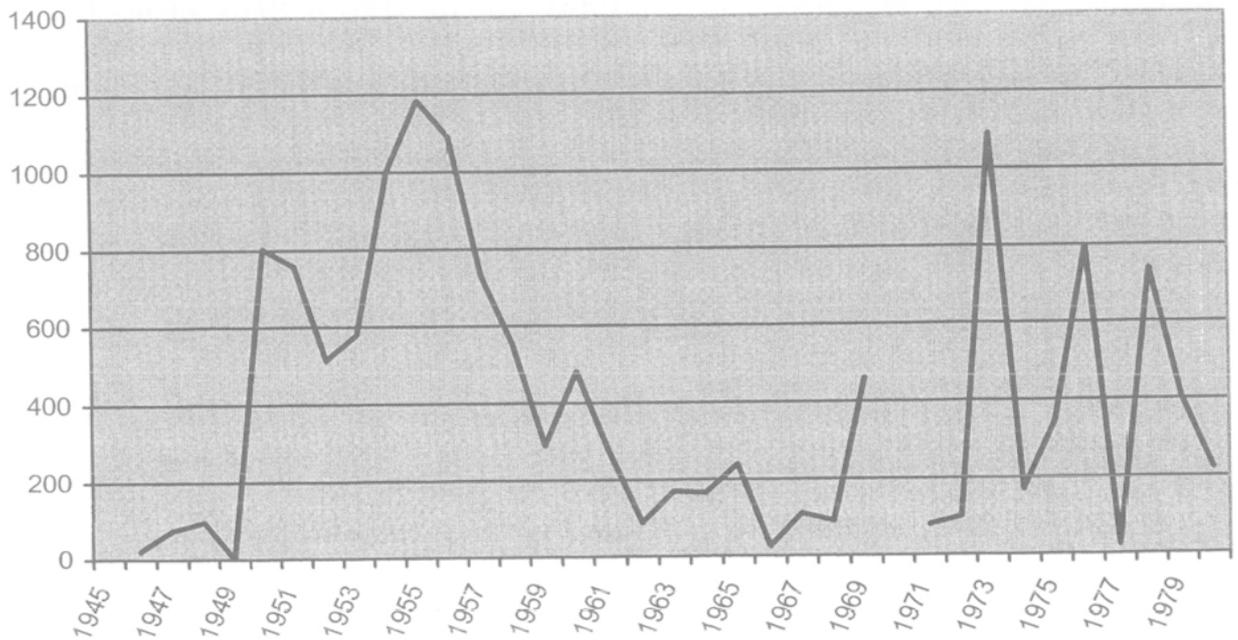
Dans quels pays d'Afrique exporte la France ?

Les liens entre l'industrie de l'aluminium et l'empire colonial français ne semblent pas, au vu des statistiques que nous avons retrouvées, avoir été systématiques, sauf envers l'Algérie. En analysant les exportations de la France vers l'Afrique, on constate que les pays d'arrivée ne sont pas forcément ceux de son ancien empire colonial.

Exportations d'aluminium vers l'Union sud-africaine, en tonnes



Courbe des exportations françaises vers l'Algérie, 1945-1980 (en tonnes)



Les pays d'Afrique du Nord, et l'Algérie en particulier, font cependant exception. L'Algérie a reçu, de façon continue, de l'aluminium en provenance de la France. Les quantités exportées sont très irrégulières mais significatives, et l'on voit nettement, à partir de 1957, l'influence négative de l'instabilité politique, jusqu'en 1962, où l'on atteint le plus bas niveau d'exportation depuis 1949.

Nous ne disposons pas de séries statistiques suffisantes pour les autres pays ; on peut néanmoins constater des courants commerciaux de la France vers le Maroc (à partir de 1952), l'Afrique orientale britannique (1957-1961), le Kenya (1960-1963/1976 et plus), le Cameroun (à partir de 1963), l'Égypte (à partir de 1965), la République Sud-africaine (à partir de 1969), Madagascar (à partir de 1970), la Côte-d'Ivoire (à partir de 1975) et la Tanzanie (à partir de 1976).

LA CONCURRENCE OCCIDENTALE EN AFRIQUE

L'ouverture du marché commun et l'arrivée de la concurrence étrangère sur le marché français jouèrent un rôle moteur dans les stratégies de développement et la structuration de la transformation de l'aluminium en France ⁴. C'est dans les années 1960 que s'effectua une mue radicale : d'un paysage de petites entreprises éparpillées, dotées d'un niveau technologique moyen, on passa à la constitution d'une entreprise *leader* européenne en 1967, pourvue d'un outil industriel de pointe, Cegedur. Par sa fusion avec son principal concurrent, Tréfinmétaux, en 1967, la société était propulsée au premier rang européen pour la transformation de l'aluminium. Cette stratégie de développement répondait aux offensives d'un certain nombre de gros producteurs mondiaux, en particulier américains et canadiens, qui investissaient tous azimuts sur tous les marchés potentiellement intéressants, comme l'Europe. Qu'en est-il de l'Afrique ?

Le dynamisme canadien

La société la plus active à développer des sociétés de transformation fut la société canadienne Alcan ⁵. Au Nigeria, en 1959, à la veille de l'indépendance (1^{er} octobre 1960), Alcan constitua une société de transformation d'aluminium avec une usine à Mushin, près de Lagos. La Nigerian Aluminium Products Ltd produisait des tôles pour bâtiment. La même année, la Tower Aluminium (Nigeria) fut créée par Alcan et la Midland Metal Spinning de

4. Cf. « L'industrie de l'aluminium dans l'Europe de la croissance », n° hors série des *Cahiers d'histoire de l'aluminium*, Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris, 2001.

5. Créée en 1902 sous le nom Northern Aluminium Cy, Alcan était devenue, en 1928, Aluminium Limited. En 1944, Alcan devint la principale marque commerciale de la société, et en 1966, ce nom fut intégré dans l'appellation de la société qui devint Alcan Aluminium Limited. Nous désignerons cette société sous son vocable le plus connu : Alcan.

Wolverhampton (Royaume-Uni), qui était majoritaire. L'usine était située près de la première et fabriquait des articles de cuisine en aluminium. Enfin, en 1963, Alcan Aluminium of Nigeria Limited, filiale d'Aluminium Limited, mettait en route le premier laminoir d'aluminium d'Afrique occidentale, à Port-Harcourt. Il produisait des tôles semi-finies pour le marché nigérien et devait fournir en particulier Nigeria Aluminium Products Ltd, producteur d'éléments de toiture.

En Afrique du Sud, les Canadiens possédaient une filiale dénommée Alcan Aluminium of South-Africa Limited (Alcansaf). Son usine de Pietermaritzburg, construite en 1949, produisait à la fois de la feuille mince, du filage et disposait d'un équipement de formage pour bâtiment. Les capacités de production de l'usine furent régulièrement développées dans les années 1960, et leur doublement prévu en 1967.

Au Ghana, indépendant en 1957, Alcan étudia, en 1959, les conditions d'implantation d'usines de transformation. Les Canadiens ne s'intéressèrent plus alors au projet de la Volta (usine d'électrolyse). La société Ghana Aluminium Products (Ghanal) fut créée, dont le capital était détenu à 40 % par le gouvernement ghanéen et à 60 % par Alcan. Une usine, construite près d'Accra, fabriquait en particulier des tôles ondulées et des couverts ménagers.

La rivalité américaine

Les sociétés américaines investirent également dans des sociétés de transformation africaines, mais dans une moindre mesure que les Canadiens. On en dénombre trois entre 1959 et 1970 : Alcoa ⁶, premier producteur mondial, Harvey Aluminum et Kaiser. Kaiser fut particulièrement actif au Ghana, où il s'engagea sur le projet de la Volta. En 1960, il participa à hauteur de 90 % à la fondation de Valco (Volta Aluminium Company Ltd). Les 10 % restant furent pris par Reynolds, autre société américaine. Valco dut construire et gérer la construction d'une usine d'aluminium. La construction du barrage et de la centrale sur la Volta, ainsi que son exploitation furent assurées par la Volta River Authority, un organisme gouvernemental ⁷. En 1963, Edgar Kaiser, président de Kaiser Industries Corporation avait des entretiens avec le président Kwame Nkrumah sur la possibilité d'installer au Ghana de petites industries utilisant de l'aluminium.

Harvey fut présent en Guinée au travers d'investissements, en 1965. Il y construisit d'abord une usine de production d'ustensiles en aluminium près de Conakry, qui dut ensuite entreprendre la fabrication des éléments de construction préfabriqués, et de tôles ondulées. Inaugurée en 1966, ce fut la première usine de fabrication de produits en aluminium de Guinée.

6. En 1966, Alcoa créa la Moroccan Aluminum Company qui fabriquait des produits en aluminium pour le bâtiment.

7. Le président de la Volta River Authority était le Président du Ghana ; le vice-président était une personnalité dirigeante de la Kaiser Aluminum ; la direction technique était assurée par un ingénieur canadien.

Enfin, deux autres groupes de sociétés apparurent à partir de 1964. Les Japonais se lancèrent dans l'exportation de demi-produits vers le continent africain, notamment l'Afrique orientale et plus particulièrement Égypte, Soudan, Tanganyika, Ouganda et Kenya. Les Indiens, avec le groupe Chandaria, construisirent une usine de transformation à Dar-es-Salam, dotée de lignes de laminages à chaud et à froid et d'une fonderie ; elle produisait bandes, tôles, disques, et pièces embouties pour articles ménagers.

PECHINEY EN AFRIQUE

L'action de L'AF en Afrique du Nord

Si l'intérêt de la branche électrolyse de Pechiney pour l'Afrique se matérialise à la fin des années 1950 avec la mise en route d'Alucam⁸ au Cameroun, il n'en est pas de même pour les structures chargées du développement du métal. Pendant la Seconde Guerre mondiale, L'Aluminium français créa, à Alger et Casablanca, des Bureaux d'information de l'aluminium (BIA). Ils étaient chargés de prospecter l'Algérie, la Tunisie et le Maroc et établirent des contacts très étroits avec les transformateurs et lamineurs des grandes agglomérations : Alger, Oran, Bône, Philippeville, Tunis et Casablanca. Le rôle des BIA était de veiller à la « transposition des applications et emplois d'aluminium et alliages légers existant déjà en France⁹ ».

La méthode de prospection était claire : informer par des publicités, films, démonstrations ou correspondances ; « faire admettre le principe d'un essai... lorsque les clients éventuels sont devenus de véritables partisans des métaux légers », si besoin en faisant venir du matériel de France ; si l'essai était une réussite et que l'application en valait la peine, il s'agissait alors, pour les ingénieurs de l'Aluminium français, de trouver un industriel qualifié prêt à se lancer dans une nouvelle fabrication. Pour le convaincre, les ingénieurs poussaient à ce qu'un jumelage se fasse avec une société française spécialisée dans le même domaine, en privilégiant l'importation de procédés, de techniques, voire même de brevets de la métropole. En outre, les ingénieurs de L'AF proposaient, si besoin, de former le personnel nécessaire.

Ainsi en 1948, la société Alumaf¹⁰ (Aluminium africain) fut créée à Alger pour assurer le laminage des bandes et disques ; ces demi-produits étaient destinés à l'industrie de la deuxième transformation, c'est-à-dire aux fabricants de casseroles ou de menuiserie aluminium. En 1957, le bilan fut jugé plutôt satisfaisant : on trouvait, en Afrique du Nord, cinq fabricants qualifiés d'articles de ménage qui exportaient dans l'Union française, « des produits

8. Cf. Maurice Laparra, *supra*.

9. *RA*, n° 239, janvier 1957.

10. Cf. Rania Nakouri, *Alumaf, une expérience d'implantation industrielle française à la fin de la période coloniale : 1948-1968*, Mémoire de maîtrise, Université de Grenoble, 1995.

variés pour une clientèle européenne et indigène ¹¹ ». Les exportations d'aluminium vers l'Algérie, la Tunisie et le Maroc réunis, passèrent de 300 tonnes en 1938, à 4 000 t. en 1956.

Comme en France, L'AF organisa des tournées de démonstration dans les principales villes d'Afrique du Nord (Blida, Oran, Bône, Constantine, Tunis, Sfax, Casablanca, Meknès...), et des conférences dans les écoles professionnelles ¹². Des stages de formation furent élaborés, principalement destinés aux chaudronniers, soudeurs et électriciens puis, à partir de 1957, aux couvreurs en bâtiment. Entre 1951 et 1957, 1 800 stagiaires furent reçus.

Le Congo-Brazzaville, en AEF, fut le seul pays d'Afrique noire où L'AF s'implanta avant le processus d'indépendance ¹³ et avant le développement de l'industrie de l'électrolyse chez son voisin Camerounais. En 1951, on procéda à l'inauguration du bureau de Brazzaville : le bâtiment était une maison conçue par Jean Prouvé, où l'aluminium entraînait dans la réalisation des structures, de la toiture et des ouvrants. Il s'agissait de montrer de nouvelles réalisations et d'en développer non seulement l'utilisation sur place, mais surtout la fabrication.

Il en fut de même, jusqu'en 1962, pour les bureaux d'Abidjan (Côte-d'Ivoire), Douala (Cameroun) et Tananarive (Madagascar).

Le Cameroun, pivot de la stratégie africaine de Pechiney ?

L'évolution de Pechiney vis-à-vis du marché africain présente, du point de vue stratégique, des similitudes avec le marché français. La structuration de ce secteur, et la prise de contrôle des petites entreprises par un *leader*, ici Alucam, se fait au milieu des années 1960 ; au même moment, en France, Pechiney décide de faire de Cegedur le leader européen de la transformation d'aluminium et conclut de multiples alliances à cette fin.

En Afrique comme en France, les acteurs de la transformation sont les mêmes : on y retrouve les Tréfileries et laminoirs du Havre, avec leur filiale la Société Laminoirs et tréfileries d'Afrique (LATRAF), présente en Algérie. Les Établissements Coquillard, spécialisés dans la feuille mince, avaient une filiale au Maroc (Établissements Coquillard Maroc) dont la dénomination, modifiée en 1962, Manufacture marocaine d'aluminium, est toujours identique en 2000.

Le groupe Brossette, dont l'activité principale est alors la distribution de l'aluminium en France, se distingue également. Il apparut en Afrique en 1951, date à laquelle il constitua la CSTM (Compagnie sénégalaise pour la transformation des métaux). En 1959, il créa Cetramet-Congo, fabrique d'articles ménagers et autres produits en aluminium, acier et polyester ; en

11. *Revue de l'aluminium*, n° 239, janvier 1957.

12. Collèges techniques d'Alger, Constantine, Bône, Tunis et Sfax ; centres de formation des apprentis d'Alger, Oran, Perrégaux, Sidi et Mabrouk ; école nationale professionnelle de l'air de Cap-Matifou ; école industrielle de Tunis et Casablanca...

13. La proclamation de l'indépendance se fait le 15 août 1960.

1961, Brossette participa, avec Cegedur, à la création d'Ivoirial (Compagnie ivoirienne de l'aluminium). Ivoirial fabriquait en aluminium des tôles, faîtière, bacs, profil et fenêtres, articles ménagers ; en 1962, Brossette créa la société CTMC (Compagnie métallurgique du Cameroun). Il possédait également en Centrafrique, depuis 1960, une fabrique d'articles ménagers en aluminium, appelée Cetramet-Centrafrique.

Le Cameroun fut bien le premier pays africain où Pechiney décida de mener une stratégie d'intégration aval afin d'y développer un marché pour l'aluminium produit sur place. Ces premières initiatives dans la transformation de l'aluminium eurent lieu en 1960, avec la création de Socatral par Alucam. La Société camerounaise de transformation de l'aluminium (Socatral) fut constituée avec un capital de 50 millions de francs CFA. Le groupe Pechiney détenait 47,5 % du capital, dont 4,2 % pour Ugine, le reste étant réparti entre Unilever (25 %), les Tréfileries et laminoirs du Havre (12,5 %), la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA) et la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO) 10 % chacune et Cofimer (Comal & Cie ¹⁴) 4 %.

En 1965, la décision d'installer un laminoir motivait un investissement considérable puisqu'il se montait à environ 1 milliard de francs CFA. Le capital était porté à 340 millions de francs CFA par augmentation de la part de Cofimer et la prise de participation du gouvernement camerounais pour 15 % du capital. Outre cette augmentation, un prêt à long terme fut fait auprès de la Banque européenne d'investissement (300 millions de francs CFA) et un crédit fournisseur obtenu garanti par la Coface (260 millions de francs CFA). En conséquence, des modifications notables intervinrent dans la répartition du capital : arrivée de la Société nationale d'investissement (Camerounaise), diminution de la part d'Ugine (0,84 % du capital) et de celle de Tréfilimétaux qui s'était substitué aux TLH (2,5 %), et augmentation de celle du groupe Pechiney (54,52 %).

L'usine démarra en 1962 et fabriquait des tôles ondulées à partir de tôles importées de France en attendant la réalisation d'une ligne de laminage sur place. En 1961, Alucam poursuivit son action et prit une participation dans Alubassa, une manufacture d'articles de ménage en aluminium. Son approvisionnement devait se faire auprès de Socatral lorsque le laminage serait en place. Alucam racheta également Madubo, une société commerciale qui vendait une partie des produits d'Alubassa et Socatral, mais aussi de CTMC, la filiale du groupe Brossette spécialisée dans la fabrication de pointes, grillage et tôles ondulées en polyester.

14. Comal & Cie est une compagnie holding pour l'aluminium africain dont l'objet exclusif est d'assurer pour compte commun la commercialisation de l'alumine et de l'aluminium. Comal & Cie agit pour le compte de Cofimer, avec laquelle Pechiney et Ugine ont passé des accords en 1958. Dans les années suivantes, Cofimer reprendra la participation de Comal conformément à ces accords de 1958.

Ventes de Socratral 1962-1971 (en tonnes)

	en tonnes		en tonnes
1962 (9 mois)	242	1966/67	4 132
1962/63	590	1967/68	5 519
1963/64	1 225	1968/69	8 425
1964/65	1 867	1969/70	11 339
1965/66	3 044	1970/71	11 986

Pechiney ne développa une stratégie plus globale en Afrique qu'à partir de 1962. Un secrétaire des Affaires africaines de l'industrie et de la transformation, Jacques Henry, fut nommé sous la tutelle directe de la direction générale de Pechiney. Bien que s'occupant de transformation, il ne fut pas rattaché à l'organigramme de Cegedur. J. Henry bénéficiait d'une solide connaissance de l'Afrique, ayant eu à s'occuper du projet canadien en Guinée, puis du Groupement interprofessionnel du Cameroun (Gicam)¹⁵. Délégué général à ce poste, il sillonna l'Afrique afin de faire bénéficier d'autres pays de l'expérience camerounaise. À la tête des affaires de transformation africaines de Pechiney, il eut une totale liberté d'action et put développer une véritable stratégie de développement des marchés africains. Les opérations étaient conclues, sous le nom de Cegedur, par le secrétaire des Affaires africaines.

Ainsi, en 1965, Cegedur prit le contrôle d'Ivoirial. Cette décision fut motivée en ces termes : il s'agissait de « la volonté du groupe de promouvoir de façon plus énergique le développement des ventes d'aluminium en Afrique ». Dans le même esprit, Alucam racheta, en 1967, au groupe Brossette, ses entreprises industrielles au Sénégal, en Centrafrique, au Congo (Cetramet-Congo devient Alucongo), et au Cameroun (CTMC). Au Sénégal, Pechiney participa, à cette date, à un groupement avec le gouvernement du pays pour installer une fonderie à Thiès (articles de ménage coulés, accessoires d'outillage agricole, et poignées de porte). En 1972, la CVTM (Compagnie voltaïque pour la transformation des métaux) entra aussi dans le groupe PUK.

En 1968, la prise en compte de l'importance du marché africain fut établie dans les faits : sous la direction de Francis Gutmann, directeur des Affaires africaines, une nouvelle organisation fut donnée. L'« Afrique centrale » désignait désormais les activités du groupe au Cameroun, Gabon, Congo-Brazzaville, République Centrafricaine, et Tchad. La représentation des intérêts du groupe, ainsi que la coordination des activités, fut confiée à une délégation du groupe Pechiney-Alucam, installée à Douala. Les usines d'Alucam et de Socratral furent regroupées sous une même direction et

15. Cf. Entretien avec J. Henry, par F. Hachez-Leroy, juillet 2000, disponible à l'IHA, publication réservée.

désignées par le terme d'Établissement industriel d'Édéa. Une direction des ventes et de la deuxième transformation d'aluminium en Afrique Centrale fut créée pour assurer la commercialisation des produits de Socatral et la responsabilité des sociétés Madubo, Alubassa, Cetramet-Bangui et Cetramet-Pointe Noire. Le rôle de la toute nouvelle délégation fut fondamental : elle devait être à la fois l'interlocuteur du pouvoir politique local et de toutes les autorités administratives et professionnelles. Elle constituait le rouage majeur des décisions de la direction des affaires africaines, en assurant la constitution des dossiers, recueillant toute information politique, économique ou statistique ; elle présidait à la coordination des activités de l'établissement industriel d'Édéa et de la direction des ventes et de la transformation en Afrique centrale.

CONCLUSION

La consommation d'aluminium en Afrique apparaît dans l'entre-deux-guerres, essentiellement en Afrique du Sud et ne devient significative que dans les années 1970. L'industrie de la transformation de l'aluminium, dans l'entre-deux-guerres, reste marginale et très circonscrite. La création de *smelters*, liée au développement des équipements hydroélectriques, donna un véritable essor à cette industrie, en lui fournissant la matière première. Néanmoins, jusqu'à la fin des années 1960 où se termine notre étude, seuls quelques pays développent une véritable industrie de la transformation de l'aluminium. Les conditions en sont différentes selon les pays, mais la présence d'un producteur y est fondamentale pour comprendre les raisons de ces implantations. Pechiney en offre un exemple saisissant au travers de son implantation camerounaise.